

## Nouvelles locales du lundi 28 mars 2016

@rib News, 28/03/2016 ¶ Sécurité - Caporal Kazungu du camp Muzinda commune Mpanda province Bubanza vient de succomber des blessures ce lundi à son arrivée à l'hôpital militaire de Kamenge. Il a été tué dans une explosion de grenade qu'il allait lui-même lancer contre son collègue du même camp militaire ce lundi matin. Les autorités nient la tentative d'assassinat et avancent un suicide pour des raisons personnelles. Cet incident intervient une semaine après l'assassinat du commandant du camp de Muzinda. Lieutenant-Colonel Darius Ikurakure a été assassiné mardi le 22 mars 2016 par un inconnu dans les enceintes de l'Etat-major Général de l'armée. Il a été inhumé ce lundi même.

- Un groupe de quatre hommes armés en tenue militaire a attaqué un bistrot la nuit de dimanche à lundi vers 21h30 à Nyakibingo sur la sous colline de Bwogo, commune et province Gitega. Une personne a été tuée au même instant alors que trois autres ont été blessées. La police de Gitega confirme cette information et indique qu'une somme estimée à 140.000 FBU a été volée. Elle ajoute qu'aucun des criminels n'a été appréhendé mais promet des enquêtes pour les identifier et les arrêter. - Un homme a été tué dans la province Cibitoke, commune Rugombo sur la colline Kajaga. Cela s'est passé le soir du dimanche. La victime, Berchmans Ndayizeye se disputait avec sa femme lorsqu'un voisin est intervenu et l'a poignardé. Ce dernier a pris la fuite vers la république démocratique du Congo. L'administration communale et les forces de l'ordre ont promis de travailler en collaboration avec les autorités congolaises pour l'appréhender. - Un drame s'est produit ce matin tout près du site des déplacés de Ryanyoni, commune de Giheta province de Gitega le matin de ce lundi. Un minibus de type Hiace aurait rencontré un problème de freinage et a heurté un enfant et une femme qui sont décédés sur place. Il a ainsi fini sa course contre un arbre. Plusieurs personnes qui se trouvaient à bord sont dans un état critique et ont été évacués vers l'hôpital régional de Kibimba. - La route Bujumbura Rumonge est difficilement praticable depuis bientôt deux semaines. Chaque fois que des pluies tombent, des boues mêlées de gros cailloux se tassent dans la route empêchant la circulation. Les chauffeurs des bus de transport disent qu'ils travaillent à perte car souvent ils viennent avec des passagers qu'ils sont obligés de faire descendre suite à cette route. Les passants se lamentent de voir que ça fait beaucoup de jours que la route n'est pas réhabilitée alors qu'elle revêt un intérêt pour les villes du sud. Des fois, les usagers de cette route qui se rendent dans toute la province de Makamba et Bururi sont obligés d'emprunter la route numéro 7 qui passe à Ijenda. D'autres passent par voie maritime mais les deux voies coutent énormément chères. Le ministère des travaux publics en charge des routes a effectué une visite dernièrement à cet endroit et a promis de réhabiliter cette route dans les plus brefs délais. ¶ Droit de l'Homme - Le major Hermenegilde Ntamagara de l'armée burundaise est détenu depuis samedi soir par le service national de renseignement. Il travaille à l'état-major général de l'armée et a été arrêté alors qu'il rentrait du mess des officiers. Aucune information n'a filtré sur les raisons de son arrestation. Il a été libéré l'après-midi de ce lundi et les raisons de sa détention ne sont toujours pas connues. - Certaines personnes dénoncent des contributions forcées pour la construction du bureau provincial de Makamba. Les personnes les plus visées par cette contribution sont des propriétaires des bistrotts et hôtels. Certains de ces propriétaires dénoncent cette mesure du gouverneur qu'ils qualifient d'injuste. Selon eux, les taxes et impôts sont régulièrement payés, pour ce ils disent que la somme qui leur est imposée n'est prescrite nulle part dans la loi. La somme demandée est de 50.000 francs pour les propriétaires des bistrotts et 100.000 Francs burundais pour ceux des hôtels. Ils accusent le gouverneur de prendre une mesure et son contraire car, il empêche ces derniers de travailler. Selon ces commerçants, il a réduit leur temps de travail car dépasser 21 heures pour les bistrotts est une infraction dans cette province. Une autre catégorie des personnes visées par cette décision sont les fonctionnaires. Les directeurs des écoles tant primaires que secondaires, privées et publiques sont obligés de payer une contribution de 20.000 francs, les titulaires des centres de santé 40.000 francs, les infirmiers 10.000 francs et les enseignants 5.000 francs burundais. Cette mesure est aussi contestée dans le milieu des fonctionnaires, car selon eux, ils n'ont pas été consultés. Dans une réunion tenue ce lundi à l'intention des chefs de services provinciaux, Gad Niyukuri leur a demandé de faire une contribution volontaire. ¶ Education - Les étudiants de l'Université du Burundi qui terminent le baccalauréat III en Techniques de l'Information et de la Communication, s'apprêtaient à commencer le master. Les éléments de la police GMIR Groupement Mobile d'Intervention Rapide, accompagnés d'un employé de la Régie des Œuvres Universitaires ont fouillés certaines chambres des étudiants finalistes du premier cycle en TIC. Après échanges avec le chef de ces éléments de la police, un travailleur de la Régie des Œuvres universitaires avec le représentant des étudiants, ils se sont convenus que les étudiants remettent les chambres ce mardi le 29 mars 2016 et quitter le campus. Ces éléments de la police y ont passé à peu près 30 minutes. Selon une source au campus Kiriri, une réunion présidée par le ministre de l'Education Janvier Ndirahisha s'est tenue ce vendredi. Le ministre Ndirahisha a bien précisé que les étudiants du Bac III en TIC doivent attendre d'autres étudiants qui sont entrain de terminer les Baccalauréats pour commencer le master. Ces derniers crient pourtant à l'injustice. Selon eux, les étudiants d'autres facultés et instituts qui sont à la fin du baccalauréat sont régis par le règlement de 2012 alors qu'eux sont régis par celui de 2009. Ces lauréats de la 3e année en TIC implorant le tout puissant car ils sont désespérés. Ils affirment qu'ils ne peuvent pas quitter le campus sans une ordonnance du ministre de tutelle. ¶ Justice - Les détenus de la prison de Ruyigi ont manifesté leur colère depuis ce lundi matin. En effet, ils protestent contre le fait que certains d'entre eux viennent de passer plus de cinq mois sans avoir comparu devant un juge. Ces prisonniers sont originaires de la province de Cankuzo, cette dernière ne disposant pas de prison. Jusqu'ici, le tribunal de grande instance de Cankuzo, aidé par l'APRODH, siégeait en itinérance. Seulement, Les magistrats sont de moins en moins nombreux à faire le déplacement. Les détenus de Ruyigi se sont regroupés et sont montés sur le toit de l'établissement pour se faire entendre. Les gouverneurs et procureurs des provinces de Ruyigi et

Cankuzo se sont rendus sur place afin de tenter une médiation. Les prisonniers en ont profité pour exprimer d'autres doléances liées notamment à la qualité de la nourriture qui est souvent sans sel ni huile. - Le Procureur général de la République du Burundi a pris la décision de lever les poursuites et sanctions contre les organisations Paroles et Actions pour le Réveil des Consciences et l'Éveil des Mentalités et l'AJCB. Dans sa décision, le magistrat avance une inopportunité des poursuites dans le dossier RMPG 696 Bis/MA. Un courrier du parquet a par ailleurs été adressé aux responsables de banques et de microfinances. Il s'agit de leur notifier la suspension du blocage des comptes bancaires rattachés à ces associations.

Économie - Une flambée des prix s'observe sur les marchés de la province de Ngozi ces derniers jours. En effet, les prix du haricot ont augmenté selon la variété, le haricot communément appelé Kirundo est passé de 1200francs burundais alors que le mois passé, il était vendu à 800frbu. Le haricot jaune aujourd'hui coûte 1500fr bu. Il a connu une augmentation de 300 Fr bu par rapport au prix par kg de cette variété le mois passé. Le riz d'origine Burundaise s'achète à 1400 francs burundais au moment où il se vendait à 1200 francs burundais, la variété de riz en provenance de la Tanzanie coûte actuellement 1800 francs burundais, pendant qu'au paravant, il s'achetait à 1600 francs burundais. La pomme de terre a varié de 500 à 600 francs burundais par kg, un régime de banane qui s'achète à 12000 Francs burundais alors qu'avant, elle coûtait 4000francs burundais. Des sources à la direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage à Ngozi disent que le manque du haricot sur les marchés de la province Ngozi serait dû aux rafles des commerçants des provinces Kayanza, Gitega, Muramvya et Karusi où ils s'approvisionnent en cette variété dans la province Ngozi. Selon la même direction, la carence de la pomme de terre est due à l'insuffisance des semences sélectionnées lors de la saison précédente, ce qui pourrait expliquer en partie cette hausse des prix de ce produit sur le marché local. Pour la banane, les raisons sont liées aux pluies diluviennes mêlées de vents violents qui ont endommagés les bananeraies.